

– la maison du sport européen –

Tweets du mois

SIGGS Project

@SIGGS_EU 21 September

#SIGGS Strategic Workshop for National Sport Federations on #GoodGovernance with @DOSB and #LeadershipAcademy today

EOC EU Office

@EOCEUOffice 16 September

Sport Clubs are invaluable partners in a #BeActive society! #EuropeanWeekOfSport #EWoS @EuSport @TNavracsicsEU

EOC EU Office

@EOCEUOffice 15 September

Niels Nygaard President @DIFidraet contributes to panel on #GoodGovernance at #EWoS Flagship Event #BeActive

SIGGS Project

@SIGGS_EU 9 September

Check out the #SIGGS Project exhibition stand at European Week of Sport #BeActive Flagship Event on #GoodGovernance 15/09 Brussels @EuSport

Table des matières

Editorial 2

UNION EUROPEENNE ET SPORT

La Commission européenne publie une proposition sur les règles de l'UE sur le droit d'auteur 3

La Commission adresse une « communication des griefs » à l'Union Internationale de Patinage concernant ses règles d'éligibilité 3

La Bonne Gouvernance dans le sport a été discutée durant l'événement central de la Semaine européenne du sport 4

La Commission donne des lignes directrices sur les mesures de soutien publiques locales qui ne constituent pas des aides d'état 6

Réunion de l'intergroupe sport du Parlement européen sur l'association entre jeunesse et sport pour des sociétés inclusives 6

Atelier du Parlement européen sur la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois 7

FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

La Commission européenne publie le programme de travail annuel 2017 pour la mise en œuvre d'Erasmus+ Sport 8

Atelier stratégique et réunion du comité directeur en Allemagne au programme du projet SIGGS 9

FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

ENGSO organise un événement sur «La marche à suivre pour le sport pour tous en Europe » 10

Déroulement de la semaine européenne du sport en République Tchèque 11

LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en septembre 12

– la maison du sport européen –

EDITORIAL

Chers lecteurs,

Notre rapport mensuel de juin nous avait permis de mettre en avant deux décisions de la Cour de Justice de l'UE (CJUE) concernant des aides d'états accordées à des organisations sportives à but non lucratif. Dans les deux cas, "Deutscher Alpenverein" et "Hamr-Sport", le jugement de la Cour n'était pas seulement favorable au sport pour tous en Europe, il illustre également le chemin à suivre afin d'apporter un plus grand soutien au monde du sport, en donnant un traitement particulier aux organisations sportives à but non lucratif. Ces décisions, ajoutées à l'inclusion du sport dans la réglementation sur les exemptions par catégories concernant les aides d'états de 2014, offrent une vision plus claire du soutien qui peut être accordé au sport amateur en Europe.

Le nouveau défi à affronter pour les fédérations sportives touche à l'application de la politique de politique anticartel de l'UE. La Commission européenne a publié, il y a quelques jours, une « *Communication des griefs* » à l'Union Internationale de Patinage (ISU). Au-delà de la question propre du cas d'ISU, c'est l'importance du rôle des fédérations dans le modèle sportif européen qui doit être valorisé, en expliquant en quoi le modèle pyramidal du sport demeure en accord avec les règles européennes. Dans ses décisions précédentes (p.ex. MOTOE case), la CJUE a conclu que la politique de concurrence de l'UE n'empêchait pas, en principe, le fait que les organisations sportives aient un droit particulier à réguler et autoriser l'organisation d'événements sportifs, même lorsqu'elles y ont un intérêt commercial direct. La question qui se pose ici est la manière dont les organisations sportives utilisent ce droit.

Il est crucial, dans ce contexte, de rappeler le lien direct entre sport amateur et la capacité des fédérations à organiser leur sport respectif, mis en avant par les décisions sur les aides d'états. Sans les mécanismes de solidarité qui sont aujourd'hui en place dans les fédérations, l'investissement dans le sport amateur, l'éducation des arbitres ou encore le développement du sport féminin et du sport amateur ne seront plus à la hauteur. Une vision purement économique des activités des fédérations ne sauraient prendre en compte le rôle majeur de ces mécanismes pour le sport pour tous en Europe.

Dans le même temps, le développement du nouveau plan de travail de l'UE pour le Sport sera à l'agenda de la prochaine présidence maltaise du Conseil, durant le premier semestre 2017. Le bureau des COE auprès de l'UE est particulièrement actif sur le sujet, en multipliant les contacts avec les parties prenantes au niveau européen. L'évaluation du plan de travail actuel a mis en lumière la nécessité de se concentrer sur une approche visant la recherche de solutions pragmatiques. La politique sportive de l'UE devrait focaliser son action sur les sujets où une réelle valeur ajoutée peut être amenée au niveau européen. Le modèle actuel de production de documents non-contraignants, sans réel suivi, ne devrait pas être renouvelé. Des actions plus concrètes, ainsi qu'une plus grande flexibilité sur les problématiques abordées et une meilleure coordination avec les parties prenantes sont ainsi des changements nécessaires.

Finalement, le projet SIGGS du bureau des COE auprès de l'UE, traitant de la Bonne Gouvernance dans le sport, a tenu un atelier stratégique fructueux en Allemagne. Avec l'atelier stratégique eu Luxembourg et la conférence de clôture, le 29 novembre, deux importantes activités restent à effectuer avant la fin du projet, en décembre 2016. L'outil d'auto-évaluation SIGGS restera à la disposition des fédérations sportives après cette date et le bureau des COE auprès de l'UE va élargir sa collaboration à un plus grand nombre de Comités Olympiques Nationaux et, leurs fédérations respectives, durant les prochains mois.

En vous souhaitant une agréable lecture, je vous rappelle que vous pouvez nous contacter directement pour toute question ou commentaire,



Folker Hellmund
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

UNION EUROPEENNE ET SPORT

La Commission européenne publie une proposition sur les règles de l'UE sur le droit d'auteur

Le 14 septembre, la Commission européenne a publié plusieurs propositions sur la modernisation des règles sur le droit d'auteur, à l'occasion du discours du président Juncker sur l'Etat de l'Union. Ces propositions s'inscrivent dans la stratégie pour le Marché Numérique Unique, adoptée en mai 2015. La Commission avait déjà publié une première proposition législative sur la portabilité des contenus numériques, en décembre dernier (voir les rapports mensuels précédant).

La modernisation des droits d'auteurs poursuit deux objectifs: adapter les règles à l'évolution digitales des technologies et des services mais aussi offrir aux consommateurs un accès à un plus large choix de contenus en ligne. Ces évolutions pourraient avoir un effet assez important sur la diffusion des événements sportifs, en remettant le principe de licences territoriales en question.

Cette nouvelle proposition s'appuie sur les principes développés dans la Directive Câble et Satellite de l'UE, qui facilite les diffusions satellites transfrontalières et les retransmissions par câbles de programmes TV et radio provenant d'autres états membres.

Dans sa proposition, la Commission européenne propose d'élargir le principe du « *pays d'origine* »,

qui précise que la réglementation qui s'applique aux diffuseurs est uniquement celle de son lieu d'établissement principal. De la même manière, le système de gestion collective des câbles de transmissions sera aussi mis en œuvre pour les services en ligne afin de clarifier le droit de retransmission pour les opérateurs.

Pour les diffuseurs d'événements sportifs, ces changements conduiraient de-facto à une disparition du principe d'exclusivité territoriale, du fait de la fin du blocage territoriale de la diffusion des programmes en ligne. Cela pourrait éventuellement conduire à la mise en place de licences paneuropéennes.

Les discussions sur le sujet entre le Parlement européen et le Conseil débiteront avant la fin de 2016.

PLUS INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne \(14/09/2016\)](#)

[Fiche d'information de la Commission européenne \(14/09/2016\)](#)

La Commission adresse une « communication des griefs » à l'Union Internationale de Patinage concernant ses règles d'éligibilité

Le 27 septembre, quasiment un an après avoir lancé une enquête formelle sur les règles d'éligibilité de l'Union Internationale de Patinage

(ISU), la Commission européenne a transmis une « communication des griefs » à ISU.

– la maison du sport européen –

Avec ce document, la Commission a informé l'ISU que, suite à son évaluation préliminaire, les règles d'éligibilité d'ISU semblent ne pas respecter les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles. La Commission fait ici référence aux articles empêchant les patineurs de prendre part à des événements non approuvés par l'ISU, sous peine de risquer une interdiction à vie de participer à des compétitions telles que les Jeux olympiques d'hiver ou les championnats d'Europe et du Monde.

«Les instances sportives internationales jouent un rôle unique en ce qu'elles fixent les règles du jeu et garantissent le respect de règles de conduite. Elles veillent à la santé et à la sécurité des athlètes, mais aussi à l'intégrité des compétitions » a rappelé Margrethe Vestager, la Commissaire Européen chargée de la politique de concurrence, avant d'ajouter que la Commission était préoccupée par *« le fait que les sanctions que l'ISU impose aux patineurs à travers ses règles d'éligibilité visent non à préserver des normes sportives élevées, mais à maintenir le contrôle que l'ISU exerce sur le patinage de vitesse »*. ISU a aujourd'hui la possibilité de répondre aux craintes de la Commission.

En juin 2016, durant son congrès annuel, ISU a modifié son régime de sanctions en y incluant plus de proportionnalité. Cependant, la Commission

questionne toujours la proportionnalité des sanctions qui empêcheraient des organisations non-membres d'organiser des compétitions internationales de patinage de vitesse.

ISU a exprimé sa grande surprise concernant la décision prise par la Commission et a réaffirmé *"que les organisateurs indépendants sont en mesure d'organiser des tournois internationaux inclus sur le calendrier international ISU"*. Ils ont ensuite déclaré que *« la Commission européenne n'avait pas suffisamment tenu compte de la légitimité des objectifs poursuivis par les règles d'admissibilité fixées par l'ISU »*.

Une communication des griefs est une étape officielle dans les enquêtes de la Commission sur les violations présumées des règles anticoncurrentielles de l'UE et ne préjuge pas du résultat de l'enquête. ISU a deux mois pour examiner la communication des griefs et répondre aux allégations de comportements anticoncurrentiels.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

[Communiquée de presse d'ISU](#)

La Bonne Gouvernance dans le sport a été discutée durant l'événement central de la Semaine européenne du sport

Du 10 au 16 septembre, la Commission européenne a organisé la seconde édition de la Semaine européenne du sport (EWoS). Les COE sont partenaires de la Semaine. En plus des COE, plusieurs fédérations européennes dont la fédération européenne d'athlétisme, la fédération européenne de handball ou l'UEFA sont également partenaires.

Certains CNO sont également directement impliqués dans l'organisation de la semaine au niveau national (la République Tchèque, la Slovaquie, la France et les Pays-Bas)

Cette année, suite à l'ouverture par Tibor Navracsics, Commissaire européen à l'éducation, la culture, la jeunesse et des sports, de la Semaine le 10 septembre, lors d'une cérémonie à Košice, en

– la maison du sport européen –

Slovaquie, la Commission européenne a organisé l'évènement central d'EWoS, à Bruxelles, le 15 septembre. La Bonne gouvernance dans le sport était le thème majeur de cet évènement.

La première partie de l'évènement a permis aux participants de discuter des éléments clés de la Bonne Gouvernance dans le sport, avec la tenue d'ateliers de débat sur les défis actuels ainsi que l'évolution future de la gouvernance des organisations sportives. En parallèle, une session interactive de mise en relation des acteurs sur différents thèmes liés à EWoS (éducation, travail, extérieur, clubs sportifs et les centres de remise en forme) a été proposée aux participants.

Suite à ces activités, Martine Reicherts, directrice générale pour l'Education et la Culture de la Commission européenne, a ouvert la session de l'après-midi en soulignant les intérêts et les impacts de plus en plus importants de la Semaine européenne du sport sur les citoyens, soulignant le nombre croissant d'évènements enregistrés pour l'édition 2016.

Simon Greenberg, responsable mondial des droits à New Corp et chef de Dow Jones Sport, est ensuite entré dans le détail des questions de Bonne Gouvernance, en proposant une présentation intitulée « il n'existe aucun monopole sur l'intégrité du sport » durant laquelle il a invité les organisations sportives à prendre exemple des « meilleures pratiques à l'œuvre dans de nombreux autres secteurs d'activités ». Il a également mis en avant l'émergence de bonnes initiatives telles que « l'Agenda 2020, la Task Force d'ASOIF ou les principes de Bonne Gouvernance de l'EU ainsi que les programmes de réformes de la FIFA et de l'IAAF ».

Suite à ces présentations, la bonne gouvernance a été discutée durant deux tables rondes regroupant les perspectives des différentes parties prenantes du monde du sport.

Le premier groupe était composé de Christa Prets, ancienne députée européenne et membre du conseil d'ASKÖ Sport, Jean Gracia, vice-président de la fédération européenne d'athlétisme directeur

général par intérim à l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF), Simona Kustec Lipicer, professeur de sciences politiques à l'Université de Ljubljana et Pál Schmitt, membre du CIO et ancien vice-président du Parlement européen.



Durant ce panel, la manière dont les fédérations sportives pouvaient reconstruire la confiance du grand public a été discutée. Jean Gracia a notamment souligné le besoin de réformes concrètes avant de déclarer, soutenu par Pál Schmitt, que les scandales dans les organisations de haut niveau « mettaient en danger l'ensemble du système, masquant les activités positives menées chaque jour par les acteurs du sport ».

Le deuxième débat a ensuite permis à Nyls Nyggard, membre du Comité exécutif des COE et président du danois CNO, d'échanger des vues sur l'autonomie du sport avec Martine Reicherts, Lars-Christer Olsson, président de la ligue suédoise de football professionnel et président de la ligue européenne de football professionnel et Richard Parrish, professeur de droit du sport à Université Edge Hill.

Nyls Nyggard a reconnu la nécessité d'évoluer pour les organisations sportives tout en faisant référence aux changements actuellement conduits dans le monde du sport.

En marge de ces débats, le projet SIGGS conduit par le bureau des COE auprès de l'UE a également été présenté aux participants par l'intermédiaire d'un stand d'informations.

– la maison du sport européen –

Cet évènement s'est conclu par l'annonce de la Commission européenne de la mise en place de d

"Pledge to implement Good Governance in European Sport"

La Commission donne des lignes directrices sur les mesures de soutien publiques locales qui ne constituent pas des aides d'état

Le 21 septembre, la Commission européenne a publié cinq décisions sur des opérations locales ne constituant pas des aides d'état. L'une de ces décisions concernait le soutien apporté au BLSV Sportcamp Nordbayern, en Allemagne pour des infrastructures sportives. La DG Concurrence en a profité pour clarifier sa position sur les mesures de soutien public pouvant être mise en œuvre par les Etats membres sans être approuvées au préalable par la Commission.

Cette publication fait suite à plusieurs décisions du même ordre en mai 2016 et avril 2015, qui contribuent à clarifier la mise en œuvre de la régulation sur les exemptions par catégories concernant les aides d'états de 2014.

En ce qui concerne le cas allemand, le pays a voulu soutenir la construction de plusieurs infrastructures sportives à Sportcamp Nordbayern, dans la région d'Oberfranken. Ces infrastructures vont être utilisées majoritairement par des écoles, des clubs sportifs et pour des activités sociales ou éducatives.

La Commission a jugé que cet investissement public n'avait pas d'impacts sur le commerce entre les Etats membres, ne visant que des consommateurs locaux.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

Réunion de l'intergroupe sport du Parlement européen sur l'association entre jeunesse et sport pour des sociétés inclusives

Le 27 septembre 2016, L'intergroupe sport du Parlement européen a organisé une réunion intitulée «*Jeunesse et Sport: S'associer pour des sociétés inclusives*» en collaboration avec l'intergroupe Jeunesse. L'objectif principal de cette réunion était de discuter la façon d'inclure les jeunes dans la société par le sport.

Après une introduction générale de l'eurodéputé Marc Tarabella, co-président de l'intergroupe sport, la réunion a débuté avec une présentation de Rein Haudenhuyse (Université VUB), qui a

souligné que l'inclusion dans le sport exigeait d'abord une inclusion dans la société plus généralement. À cet égard, il a souligné que quel que soit l'origine économique ou sociale, chaque enfant devait avoir la possibilité de participer à des activités sportives et donc de se développer à travers le sport.

Deux panels se sont ensuite succédés. Le premier portait sur le « *le travail du Sport et de la Jeunesse sur l'apprentissage inclusif* ». Un certain nombre d'exemples de bonnes pratiques y ont été

– la maison du sport européen –

présentés, y compris le projet de « *Reading Stars* » de Leicester City Football Club et le projet « *Kicks* » du Manchester City. Par ailleurs, Laurent Petrynka, Président de la Fédération Internationale des sports à l'école, a souligné l'importance de promouvoir les valeurs et les intérêts de l'éducation par le sport.

La deuxième discussion a traité du sujet "Sport et organisations de jeunesse : champions de l'inclusion sociale ?". De nouveaux exemples de bonnes pratiques ont été présentés, en plus du projet de recherche Sport4Employability de l'Université VUB. Le deuxième panel a également mis en avant Lora Lyubanova, membre du Forum européen de la jeunesse et Michael Leyendecker, représentant ENGSO Youth et de la Jeunesse Sportive allemande. Ces deux organisations ayant joué un rôle actif dans la préparation de la réunion.

C'est Antonio Silva Mendes, Directeur Jeunesse et Sport de la Commission européenne, qui a clôturé

la réunion en soulignant l'importance de l'interconnexion entre les différents groupes, tels que le sport et la jeunesse. En outre, il a abordé la nécessité de faire de la place pour une participation active des jeunes dans le sport grâce à une meilleure éducation mais aussi de transporter le sport dans les écoles, ce qui contribuerait à développer un mode de vie plus sain.

Le bureau des COE auprès de l'UE salue l'initiative de connecter le sport avec un secteur aussi important que celui de la jeunesse. À cet égard, le bureau des COE auprès de l'UE espère que cette initiative servira d'exemple de la manière dont le sport peut être discuté dans un contexte plus large, en collaboration avec d'autres organes compétents ne traitent pas directement avec le sport et ainsi assurer que les intérêts du sport sont mieux pris en compte dans d'autres domaines politiques.

Atelier du Parlement européen sur la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois

Le 8 septembre 2016, un atelier commun du comité de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) et de la culture et de l'éducation (CULT) a été organisé au Parlement Européen à Bruxelles. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la préparation du rapport d'initiative du Parlement européen sur la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois. Cette stratégie a été adoptée par la Commission européenne, le 10 juin 2016.

Le but de l'atelier était discuter les procédures législatives sur le sujet qui sont en cours et celles à venir présentant un intérêt particulier pour les travaux des deux comités. Pendant la première partie de l'atelier, la Commission a présenté la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois et notamment: la garantie des

compétences, la révision du cadre européen des certifications et de la prochaine proposition de révision du cadre Europass. En outre, la Commission a précisé la modernisation des systèmes de formation professionnelle (EFP) pour les rendre plus attrayants. Dans un deuxième temps, les experts ont présenté leur évaluation après un long travail de recherche sur ces quatre domaines.

Le secteur du sport n'a pas été mentionné explicitement dans l'atelier. Toutefois, la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois contient plusieurs éléments qui sont intéressants en termes d'employabilité dans le secteur du sport, y compris la révision du cadre européen des

– la maison du sport européen –

certifications et la reconnaissance de l'apprentissage formel et informel.

[Site internet de la Commission sur la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois](#)

PLUS D'INFORMATIONS

FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

La Commission européenne publie le programme de travail annuel 2017 pour la mise en œuvre d'Erasmus+ Sport

Le 5 Septembre, la Commission européenne a adopté son programme de travail annuel pour la mise en œuvre d'Erasmus +. Le document fournit des informations détaillées sur les objectifs, l'admissibilité et les critères d'attribution des différents types de projets qui peuvent être financés dans le cadre Erasmus +. Le programme de travail annuel pour Erasmus + couvre toutes les actions, y compris le chapitre du sport.

Pour 2017, 39.246.400 EUR seront consacrés au chapitre sport d'Erasmus +. A noter que 5 millions d'euros provenant de ce budget seront consacrés aux petits projets, la Commission ayant réitéré sa volonté d'apporter un soutien direct aux acteurs du sport pour tous. En outre, 22.841.400 EUR seront consacrés aux projets collaboratifs traditionnels dont 5,3 millions alloué au financement des activités dans le cadre de la Semaine européenne du sport 2017. L'appel à projets liés à la Semaine européenne du sport, qui, en 2015 et 2016 était lancé séparément, sera cette fois-ci inclu dans l'appel global d'Erasmus + Sport. Finalement, 4 millions ont été prévus pour financer des événements sportifs européens à but non-lucratif.

Alors que les critères d'admissibilité et d'attribution restent similaires, les priorités en ce qui concerne les partenariats de collaboration sont les suivantes:

- 25% du budget pour des projets favorisant la participation dans le sport et l'activité physique, y compris la Semaine européenne du sport;

- 25% du budget pour les projets qui soutiennent l'éducation dans et par le sport, avec un accent particulier sur le développement des compétences, ainsi que la mise en œuvre des lignes directrices de l'UE sur les carrières doubles des athlètes et des projets soutenant l'activité bénévole dans le sport;
- 25% du budget pour des projets favorisant l'intégrité du sport comme la lutte contre le dopage, la lutte contre les matches truqués et la bonne gouvernance dans le sport;
- 25% du budget pour les projets visant à lutter contre la violence, le racisme, la discrimination et l'intolérance dans le sport, les projets visant à encourager l'inclusion sociale et l'égalité des opportunités dans le sport;

Comme les années précédentes, le programme de travail 2017 prévoit également des accords de coopération spécifique avec deux organisations internationales « *d'une expertise hautement reconnue et qui renforceront l'impact des initiatives de sport au niveau européen* ». La Commission soutiendra les initiatives du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les sexes, ainsi que la lutte contre la violence dans le sport alors que l'UE va également unir ses forces avec l'Organisation Mondiale de la Santé pour lutter contre « *l'inactivité physique en Europe* ».

– la maison du sport européen –

Finalement, la Commission a annoncé la création d'un prix européen pour l'inclusion sociale dans le sport, avec l'organisation d'un premier événement dans la première moitié de 2017.

PLUS D'INFORMATIONS

[Programme de travail annuel 2017 de la Commission pour la mise en œuvre d'Erasmus+ Sport](#)

Atelier stratégique et réunion du comité directeur en Allemagne au programme du projet SIGGS

Le projet SIGGS ("Support the Implementation of Good Governance in Sport"), débuté en janvier 2015, et coordonné par le bureau des COE auprès de l'UE au côté de 11 organisations partenaires s'approche de son terme, avec une Conférence de clôture qui sera organisée le 29 novembre 2016, à Bruxelles.

Dans cette optique, deux réunions importantes se sont tenues en septembre, l'atelier stratégique allemand et la 5ème réunion du comité directeur du projet. Les deux événements étaient organisés à Francfort.

Le 21 septembre, la Confédération Olympique Sportive Allemande (DOSB) a accueilli plus de 30 participants pour l'atelier stratégique allemand. Réunissant des représentants de DOSB, ainsi que des fédérations nationales et régionales, cet atelier stratégique a permis la présentation du projet SIGGS à plusieurs fédérations n'ayant pas encore participé à la phase d'auto-évaluation ainsi que d'ouvrir une discussion les résultats nationaux de la seconde phase d'évaluation, conclue le 1er septembre. 15 fédérations allemandes ont pris part à cette phase d'évaluation.



Suite à la présentation de l'outil d'auto-évaluation SIGGS et des premiers résultats par les membres du projet, DOSB a informé les participants sur ses activités récentes sur le thème de la Bonne Gouvernance en mettant l'accent sur la brochure pour la « *Bonne Gouvernance du sport en Allemagne* ».

La fédération allemande d'équitation a ensuite présenté un exemple de bonne pratique avant qu'une discussion, modérée par Veronika Rücker, directrice de la Leadership Academy de DOSB, ne se tienne entre les participants.



Le 22 septembre, le Comité directeur du projet SIGGS (SteerCo) s'est réuni pour la cinquième fois. Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour dont la présentation des résultats de la deuxième phase de consultation ou une discussion sur l'évaluation interne conduite à mi-projet par « *the European Observatory for Sport Employment* » (EOSE).

– la maison du sport européen –

De plus, les CNOs partenaires du projet ont effectué une brève présentation des différents ateliers stratégiques nationaux.

La principale discussion de la journée tournait autour de la continuité du projet SIGGS. Florian Kaiser, de la Leadership Academy de DOSB, a ainsi expliqué les activités qui allaient être conduites pour assurer l'héritage du projet SIGGS. Un rapport contenant des recommandations pour les fédérations sportives sur la manière d'améliorer leur stratégie en termes de Bonne Gouvernance va notamment voir le jour dans le cadre du projet.

Les prochains événements du projet SIGGS seront l'atelier stratégique du Luxembourg, le 27 octobre, et la Conférence de clôture du projet, organisée le 29 novembre

PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet du projet SIGGS](#)

LE COIN DES PARTENAIRES

ENGSO organise un événement sur « La marche à suivre pour le sport pour tous en Europe »

Le 6 septembre, ENGSO a organisé un événement au Parlement européen afin de discuter de « *la marche à suivre pour le sport pour tous en Europe* ». Organisé avec le soutien de l'eurodéputé Hannu Takkula (ALDE, Finlande), vice-président de l'intergroupe sport du Parlement européen, l'objectif de cet événement était de discuter de la mise en œuvre des recommandations du Groupe de haut-niveau sur le sport pour tous. Pour rappel, ce groupe avait été établi par le Commissaire Navracsics l'an dernier et était co-présidé par Niels Nygaard, membre du Comité exécutif des COE.

La nécessité de voir le sport pour tous demeurer au cœur des politiques de l'UE a été clairement mise en avant durant les discussions. Cela a notamment été souligné par Jens Nymand Christensen, Directeur général de la DG Education et Culture de la Commission européenne. Il a également rappelé la nécessité de prendre en

compte le sport dans tous les domaines de la politique européenne, mentionnant la santé comme un parfait exemple. La députée Virginie Rozière (S&D, France) a confirmé l'importance de la discussion avec les autres secteurs, ajoutant que l'inclusion sociale à travers le sport était un autre exemple illustrant la manière dont le sport



– la maison du sport européen –

amateur pouvait jouer un rôle dans la lutte contre les problèmes sociétaux.

Par la suite, plusieurs intervenants ont rappelé que le soutien au sport pour tous devait être un élément majeur du nouveau plan de travail de l'UE pour le sport, prévu pour la première moitié de 2017.

Dans ses conclusions, Szabolcs Horvath, membre du cabinet du commissaire Navracsics a salué la

qualité des discussions, précisant que la Commission réfléchissait actuellement à la suite à donner aux recommandations du Groupe de Haut-niveau.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet d'ENGSO: "La marche à suivre pour le sport pour tous en Europe"](#)

Déroulement de la semaine européenne du sport en République Tchèque

Le Comité olympique tchèque, coordinateur national de la Semaine européenne du sport (EWoS) en République tchèque a conduit avec succès l'édition 2016, avec une forte augmentation des événements et de nouvelles initiatives.

Le rôle des coordinateurs nationaux est de motiver les parties prenantes à prendre part aux événements EWoS, de communiquer au sujet de la Semaine, et d'ouvrir la Semaine avec un événement national. Le CNO tchèque a ainsi décidé de s'appuyer sur les événements organisés en 2015 et de renforcer le lien entre EWoS et les activités quotidiennes du mouvement sportif. Les premiers résultats ont été les suivants:

- 82 événements ont été organisés dans le cadre d'EWoS, avec un nombre de participants proche de 57 247 (en augmentation de plus de 150% par rapport à l'année précédente).
- Près de 700 élèves de la République tchèque, l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie, ainsi que des dizaines de professeurs, des gloires olympiques tchèques et des stars du show business ont participé à la compétition de l'événement d'ouverture et à des événements de milieu scolaire.
- Le village BeActive, organisé par la Fondation Olympique Tchèque (soutenant les enfants issus d'un milieu social défavorisé), a offert la

possibilité au grand public d'essayer différents sports tels que le korfbal, l'escalade ou le surf ainsi que des disciplines paralympiques, et, dans le même temps, de soutenir la Fondation.

- Une coopération étroite avec les principales organisations du sport tchèques et le partage d'activités et de communication communes;



En attente de l'évaluation finale du déroulement de la Semaine, l'édition 2017 de cette année a déjà démontrée une grande amélioration par rapport à la dernière année et le CNO tchèque souhaite poursuivre son développement pour l'édition 2018.

EWoS est une bonne occasion de mettre en avant certaines priorités du CNO tchèque: la promotion du sport et d'une vie saine ainsi que la motivation des enfants à être actifs dans et au-delà du milieu scolaire.

– la maison du sport européen –

LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en octobre

- | | |
|----------------------|---|
| 4 octobre | Conseil consultatif de la Semaine européenne du Sport, Bruxelles |
| 5 octobre | Réunion de la Commission UE des COE, Bruxelles |
| 20 octobre | Réunion du Comité exécutif des COE, Minsk |
| 21-22 octobre | Assemblée générale des COE, Minsk |
| 25 octobre | Réunion du groupe d'expert du Conseil sur les ressources humaines dans le sport,
Bruxelles |
| 27 octobre | Atelier stratégique du projet SIGGS au Luxembourg |



EU Office

RAPPORT MENSUEL

SEPTEMBRE 2016

– la maison du sport européen –